Lens, Béthune et Denain
choisies pour accueillir des services du fisc

C’était un engagement pris par le gouvernement à l’issue du grand débat : remettre des services publics dans des territoires moins favorisés. Lens, Béthune et Denain ont été sélectionnées en début de semaine pour accueillir des services fiscaux aujourd’hui en Île-de-France ou dans des métropoles aisées.

En mai 2019, quelques semaines après le grand débat, Gérald Darmanin évoque la possibilité de déplacer une partie de l’administration centrale du fisc de Paris en région, afin de répondre à la demande de réorganisation de l’État exprimée par Emmanuel Macron. À l’Élysée, on souhaite que les fonctionnaires soient davantage sur le terrain, au plus près des réalités. Dans le Parisien, le ministre indique alors qu’il entend « proposer au Premier ministre de déplacer des services de la Direction générale des finances publiques (DGFIP), soit environ 3 000 agents (sur un total de 107 000) , en région, notamment en ruralité (…) dans la Creuse, dans le bassin minier, en Bretagne … »

D’autres communes seront sélectionnées au printemps 2020 pour une seconde vague.

La réflexion a fini par aboutir hier matin et Lens, Béthune et Denain sont sélectionnées aux côtés de 47 autres villes, comme Alençon, Charleville-Mézières ou Laon. « Un appel à candidatures avait été lancé auprès des collectivités locales qui souhaitent accueillir des services de la DGFIP actuellement en Île-de-France et dans les grandes métropoles. 408 collectivités (…) ont répondu à cet appel », indique le ministère qui précise que « d’autres communes seront sélectionnées au printemps 2020 pour une seconde vague ».
Volontariat

Pour l’heure, on ne connaît ni les services, ni l’implantation actuelle, ni le nombre final de fonctionnaires concernés par ce « déménagement » qui concernera à partir de 2021 des agents volontaires, précise-t-on à Bercy.

« Localiser dans les territoires un service actuellement situé dans une grande métropole ne fait que des gagnants , précise le ministre. Les communes sélectionnées accueilleront une nouvelle activité. Les agents, sur la base du volontariat, qui peinent à se loger dans les grandes métropoles et font parfois 2 h de transport par jour pour se rendre sur leur lieu de travail pourront bénéficier d’une meilleure qualité de vie. Quant à l’administration, elle occupera des locaux moins chers que dans les grandes métropoles. »

Politiquement, le choix des villes retenues dans la région et le calendrier – à deux mois des municipales – pourraient bien alimenter la campagne dans des communes où le Rassemblement national se présente en position de force. À Béthune en tout cas, le maire UDI Olivier Gacquerre se réjouit de l’annonce.
« C’est une bonne nouvelle pour l’attractivité du territoire, en termes de consommation locale, de pouvoir d’achat, pour l’immobilier… Et c’est un argument de plus pour garder le TGV. »

Porte-parole du RN et candidat à la mairie de Denain, Sébastien Chenu y voit lui « le remerciement de LREM au silence complice de M me Dufour (l'actuelle maire PS) sur la politique gouvernementale ».

article de La Voix du Nord du 30/01/20